

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRES DU SUD

BP 29
Place de l'Hôtel de Ville
47320 Clairac

Références : IC/SM/UbD24-47/2026/090
Code AIOT : 0005206741

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement TERRES DU SUD implanté Route de Monclar 47260 Castelmoron-sur-Lot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL sur les suites de l'inspection de 2025..

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES DU SUD
- Route de Monclar 47260 Castelmoron-sur-Lot
- Code AIOT : 0005206741

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation Terres du Sud de Castelmoron est un site soumis à déclaration avec contrôle, au titre de la rubrique 2160, activité de stockage de céréales avec des séchoirs à gaz.

Une déclaration du 4 juin 1997 ainsi qu'un récépissé de déclaration 28/07/1997 indiquent les activités suivantes :

- stockage de substances liquides très toxiques,
- stockage de substances solides et liquides toxiques,
- silos de stockage de céréales,
- dépôt de gaz 60 m³,
- une installation de combustion d'une puissance de 4,9 MW (aujourd'hui intégré à la rubrique 2160).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Code de l'environnement du 14/10/2011, article Article L.511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet
4	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives et des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant sur la mise en sécurité du site avec notamment la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article Article L.511-2
Thème(s) : Risques accidentels, Point situation administrative

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne s'est pas positionné sur les autres rubriques du récépissé de déclaration de 1997, notamment le stockage de substances liquides très toxiques, ou solides toxiques. Cette demande avait déjà été effectuée dans le rapport d'inspection du 17/04/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur les autres rubriques du récépissé de déclaration de 1997, notamment le stockage de substances liquides très toxiques, ou solides toxiques, sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées</p>

d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.
[...]
Constats : Lors de l'inspection du 16/04/25 il avait été constaté des manques sur la mise en sécurité. L'inspection a constaté que l'accès aux 7 crinolines des silos a été supprimé. En effet, les échelles ont été soit démontées soit coupées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1
Thème(s) : Risques accidentels, suppression du risque incendie et explosion
Prescription contrôlée : [...] <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> [...]
Constats : Suite à la demande du rapport d'inspection du 17/04/25, l'exploitant indique avoir cherché mais ne retrouve pas le certificat d'inertage de la cuve, car elle a été supprimée depuis de nombreuses années. L'inspection n'a pas constaté la présence de cuve aérienne de gaz sur le site.
Le site de Castelmoron est partagé avec le magasin Gamm Vert et la Comarcaise, ainsi, l'alimentation du site en électricité et en gaz ne peut pas être supprimé simplement : <ul style="list-style-type: none"> - concernant l'électricité, un seul Tableau Général Basse Tension alimente les 3 bâtiments. Terres du Sud a fait une demande à la Comarcaise pour faire des compteurs séparés. - concernant le gaz, le poste de livraison Gaz, alimentant l'ensemble du site, est identifié au nom de TERRES du SUD et le détendeur gaz passe au niveau du silo.

L'exploitant indique qu'il va mettre une brique tampon sur l'arrivée de gaz, au niveau de la jonction, pour supprimer le risque sur la partie silo.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera la suppression de l'alimentation en gaz et en électricité sur le silo.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 14
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Même si le site n'est plus en activité, l'exploitant précise qu'il fait toujours la vérification et la maintenance des extincteurs et présente le rapport. L'inspection consulte le procès verbal d'intervention sur le parc extincteurs réalisé par la société EUROFEU services en date du 17/10/2025 qui conclue que les 16 extincteurs sont en bon état, bon fonctionnement. Par sondage, l'inspection a vérifié 2 extincteurs sur le site : - celui à proximité du poste électricité à l'arrière du site - celui situé dans le bureau ils ont été contrôlés en octobre 2025 par EUROFEU services.
Type de suites proposées : Sans suite